

ORAN

Des médecins dénoncent la prescription de médicaments à la demande du patient

La prescription d'un médicament a toujours été le rôle exclusif du médecin traitant et sous aucun prétexte cela ne devait être à la demande du patient lui-même. Toutefois ces dernières années, le constat est tout autre.

Tout en étant conscient du danger que peut comporter la prescription de médicaments à la demande du patient a, malheureusement, toujours existé dans la profession de la médecine en Algérie, notamment dans le secteur privé, sauf que là, le phénomène tend à atteindre des seuils alarmants», tente de nous alerter un médecin généraliste exerçant dans un cabinet privé à Oran.

Notre interlocuteur s'insurge contre ce type de patients qui

exigent une telle pratique, dès lors que nous refusons, dira ce médecin, «la consultation se transforme en un débat sans issue. Pourtant tous savent pertinemment qu'on ne peut prescrire un médicament que sur la base d'un diagnostic bien précis, qui aura été précédé par un examen, un questionnaire et si nécessaire par des examens complémentaires».

Ce médecin déplore l'attitude de certains patients à qui il a refusé des médicaments, puisqu'ils n'ont pas hésité à le boycotter. D'autre part, un autre médecin nous raconte qu'à plusieurs reprises, il a eu à faire à des patients qui venaient le consulter munis de vignettes de médicaments achetés au préalable et déjà consommés, lui demandant de leur rédiger une ordonnance afin de se faire

rembourser auprès de la caisse d'assurance.

Même si ce médecin refuse une telle demande, il nous dira que ce type de «patients» trouvent toujours un médecin irresponsable qui leur fournit cette ordonnance, en contrepartie du demi-tarif d'une consultation et la conviction d'avoir «gagné» un client de plus.

A ce sujet, un autre médecin s'insurge : «Cette catégorie de médecins qui acceptent qu'on leur dicte la prescription de médicaments ou encore l'établissement d'ordonnance à la demande, mettent non seulement la santé public en danger, mais affectent l'équilibre financier de la caisse d'assurance et déshonorent notre métier avec le tarif «soldé»».

En réaction à ce sujet, un médecin, membre du bureau régional d'Oran du conseil de l'Ordre des médecins, tout en dénonçant la prescription d'ordonnances au nom d'autrui

estime que «c'est très difficile, voir impossible d'intervenir dans ce types de situations pour mettre à nu ce genre de trafic et ce, pour la simple raison que cette pratique se fait exclusivement entre le médecin et son patient».

Pour certains médecins qui dénoncent ces pratiques, les pharmaciens peuvent aider à mettre un terme à ce «commerce» en s'abstenant d'attribuer des médicaments à la demande du client qui pense savoir ce qu'il lui faut comme remède selon ses symptômes.

L'automédication a toujours été dénoncée par les praticiens qui estiment que souvent dans certains cas compliqués, l'automédication a contribué à aggraver ou encore à faire développer certaines maladies. Le patient devra en prendre conscience et le médecin qui accepte d'être acteur dans ce type de pratique, lui, devrait réveiller sa conscience professionnelle.

B. A.

GUELMA

Le C-RA s'illustre à Meïdat Ramadan à Tamlouka

Vers 18h40 jeudi 10 septembre 2009, à Tamlouka, une commune distante de 50 km du chef-lieu de wilaya de Guelma, les rues sont vides. Les quelques rares citoyens que l'on voit se dépêchent de rentrer de peur de rater la rupture du jeûne.

En plein centre de cette petite localité calme et accueillante, un des restaurants de Meïdat Ramadan du C-RA, bureau de la wilaya de Guelma, est ouvert ; les bénévoles s'affairent et servent les derniers arrivés. Nous étions parmi eux (*le Soir d'Algérie*, accompagné du président du Croissant-Rouge algérien, Azzedine Boughaba et son proche collaborateur, le docteur Mohamed Djaâleb). Tout le monde se dépêche pour rompre le jeûne. D'autres sont encore dehors, attendant d'éventuels passagers pour les inviter à entrer et prendre le repas avec nous tous. Nous étions presque une centaine. Certains acceptent volontiers et entrent pour s'installer, d'autres préfèrent se débrouiller. A l'intérieur, près d'une vingtaine de tables où une centaine de personnes sont installées. Devant eux des plats de toutes sortes. «Pour que chacun trouve son goût et choisisse», nous confie le président du C-RA, le docteur Boughaba. «Nous voulons que chaque passager, chaque SDF, ou toute personne qui vient ici pour la rupture du jeûne se sente comme chez elle.» «Nous faisons notre possible pour que tous aient ce qu'il faut», poursuit-il. Dès l'entrée dans ce restaurant on est happé par les odeurs de la coriandre et des épices qui se dégagent d'une grosse marmite où mijote une onctueuse *chorba*. Des grandes soupieres sont disposées sur les tables et chaque convive peut à sa guise en reprendre quand il veut. Le *bourek*, très prisé par les jeûneurs en ce mois sacré, est en quantité suffisante et il y a même quelques «bricks» en plus pour ceux qui aimeraient en prendre encore. Les bénévoles «serveurs» sont aux petits soins pour nous les «invités» ; sourire aux lèvres, ils vont et viennent entre les 20 tables pour répondre aux appels de leurs invités. Le plus

étonnant, c'est la présence de familles entières. Une situation qui n'avait pas été prévue par les organisateurs. Car de par sa position, ce restaurant «loin» devait en principe servir surtout les voyageurs et les passants. Mais très rapidement, ce sont plusieurs familles qui y ont pris goût et n'hésitent plus à s'y déplacer au complet. Ce qui est remarquable dans cet espace exigu, c'est la sérénité qui s'en dégage. Les tables sont toutes occupées dans un silence parfait.

Pour ce qui est du fonctionnement de ce restaurant «humaniste du grand cœur», le docteur Mohamed Djaâleb, dira que ce sont des dons qui affluent d'un peu partout. «Il y a encore des âmes charitables qui continuent à aider les pauvres et les malheureux de cette wilaya de 500 000 âmes. Nous ne faisons qu'apporter notre contribution en organisant ce type de restaurant où nous préparons nous-mêmes, avec l'aide des femmes bénévoles, tous les plats qui sont servis. J'espère avoir fait mon devoir devant Dieu et

avoir servi au mieux mon prochain», nous dira le docteur Boughaba.

La cuisine, de l'avis de tous, était bonne. Pour le dessert, des bananes et des prunes ont été distribuées. Il en restait même sur les tables. Cette grande famille d'infortune ne se retrouve qu'à la rupture du jeûne. Demain, on verra probablement de nouvelles têtes anonymes qui, le temps d'une chorba, n'auront échangé qu'un regard furtif avec le voisin d'un soir.

A signaler que c'est pour la deuxième année consécutive que la section du Croissant-Rouge algérien de Tamlouka réalise cette action. Il offre quotidiennement plus de 200 repas à table et 600 à emporter au profit de familles nécessiteuses, passagers, gardiens de chantiers, maçons et ouvriers exerçant dans la région. Le tout est servi dans une ambiance conviviale et un décor approprié qui sied parfaitement à ce genre de rencontre.

A. Boudeffa

COUFFIN DU RAMADAN

Les scandales de l'APC dévoilés

Il s'est pas passé un Ramadan sans que l'opération du couffin soit perturbée ou faisant l'objet de protestations. En effet, des «pauvres» citoyens nous ont saisi pour, disent-ils, dénoncer le comportement «malsain» du premier-vice président de l'APC de Guelma, chargé du social, au sein d'une mairie mosaïque de 23 membres.

Ces citoyens réclament l'ouverture d'une enquête par la justice «pour déterminer s'il y a bien eu des dépassements, des abus ou autres détournements lors de la distribution du couffin du Ramadan 2009». Cette affaire a pris des tournures

scandaleuses, avec les informations relatives à la distribution de centaines de couffins dans des conditions douteuses. Toujours selon ces derniers (citoyens) que nous avons rencontrés dans le bureau du *Soir d'Algérie* de Guelma, sur les 1 800 couffins distribués par l'APC, plus de 400 ont été octroyés de façon «illégal» aux membres des familles de certains élus. D'autres irrégularités prêtent à interrogation : des non-résidents à Guelma et des personnes aisées ont aussi été inscrits sur les listes de bénéficiaires, il y a eu même des personnes qui travaillent à la commune (soi-disant pauvres).

Cette opération de distribution du couffin de Ramadan 2009 dans la municipalité de Guelma-ville a montré les nombreux dépassements qu'a connus l'APC du chef-lieu de wilaya.

Autre anomalie : l'ouverture d'un restaurant rahma dans la maison de jeunes M'hamdi-Yousfi, sur les hauteurs de la ville pour les voyageurs, les passagers et les personnes démunies, éloigné des axes routiers. «C'est le comble !» disent les citoyens, que nous avons rencontrés sur les lieux, «l'ouverture de ce resto du cœur, loin des yeux des autorités locales, c'est pour des raisons douteuses !»

A. B.

EL-TARF

L'Assemblée communale dans l'impasse

Dans une motion de retrait de confiance certifiée par un huissier de justice et envoyée aux autorités compétentes, dont nous détenons une copie, six membres de l'Assemblée populaire de la commune de Dréan qui en compte onze dénoncent la «gestion unilatérale et irresponsable de la commune par le maire ainsi que leur exclusion de toutes les délibérations, informations et autres activités de gestion des affaires courantes».

Ils imputent par ailleurs au maire le fait de les avoir «marginalisés dans la confection de la liste des bénéficiaires du couffin du Ramadan».

Dans le même document, ils accusent le maire d'avoir «passé un marché douteux pour l'acquisition de bennes à ordures avec le proche d'un chef de daïra exerçant à la wilaya de Skikda et de transformer son bureau en une kesma (cellule) de son parti (le FLN)».

Interrogé par téléphone, le maire estime pour sa part que les griefs formulés à son encontre sont des accusations mensongères, et que les élus qui ont initié cette action sont des membres de la commission des affaires sociales, laquelle a procédé à la mise en œuvre de liste des nécessiteux bénéficiant du couffin. «D'ailleurs, j'étais en congé quand la commission a confectionné la liste des bénéficiaires, qui est, à mon avis, l'objet principal (la liste) de cette motion.»

«Certains élus veulent exploiter la détresse des gens pour en faire un fonds de commerce politique au bénéfice de leurs partis», affirme-t-il.

Et d'ajouter pour mieux étayer ses dires : «Nous organisons deux réunions de l'assemblée par semaine pour délibérer des affaires de la commune en présence de toutes les tendances politiques que forme l'APC. Je défie quiconque de ne pas savoir ce qui se passe à la commune. Certains élus se sont marginalisés d'eux-mêmes par leurs absences répétitives.»

Pour le premier édile de la commune, «cette cabale initiée en cette période cache en réalité des arrières-pensées politiques étroites et des visées non avouées et terre à terre. Nous avons distribué le couffin du Ramadan en toute transparence et méthodologie».

Daoud Allam

ANNABA

Un policier tue deux personnes et blesse une troisième

Il était 18 h environ, vendredi, quand un drame a éclaté ayant pour cadre la cité populeuse de Sidi Salem, commune d'El-Bouni, à quelque 4 km à l'est du chef-lieu de wilaya de Annaba. En effet, un policier, 35 ans, en service à la sûreté urbaine extra-muros de la commune de Chbaita Mokhtar, wilaya d'El-Tarf, située à une quinzaine de kilomètres de sa résidence à Sidi Salem, a sorti son arme de poing et commença à tirer sur ses voisins. Sur place, il tua le père, 46 ans, son beau frère, 22 ans, et blessa gravement l'épouse, 43 ans. Selon des témoins oculaires, la tuerie fait suite à une altercation entre le meurtrier et ses voisins dans le même bâtiment. Le policier, menacé à l'aide d'armes blanches par ses voisins, fou de rage, a fait usage de son arme pour se défendre, selon les mêmes sources.

Après son forfait, l'agent de police, se dirigeant vers le siège de la sûreté urbaine extra murs de Sidi Salem pour se constituer prisonnier, a rencontré en cours de route une patrouille motorisée de cette sûreté, à qui il a raconté ce qui venait de se produire, indique un communiqué de la sûreté de wilaya de Annaba. Il a été immédiatement désarmé et mis aux arrêts et le procureur de la République territorialement compétent en a été informé, ajoute le document qui fait état de l'ouverture d'une enquête approfondie. Les corps des deux victimes ont été acheminés vers la morgue de l'hôpital Ibn-Rochd, alors que l'épouse blessée gravement à l'épaule a été prise en charge et opérée dès son arrivée aux urgences du même établissement hospitalier. «Elle s'est réveillée et ses jours ne sont plus en danger», nous a affirmé le professeur Abderrahmane Saïdia, directeur général du CHU de Annaba, contacté à ce sujet.

A. Bouacha